

## RÉPUBLIQUE SLOVAQUE

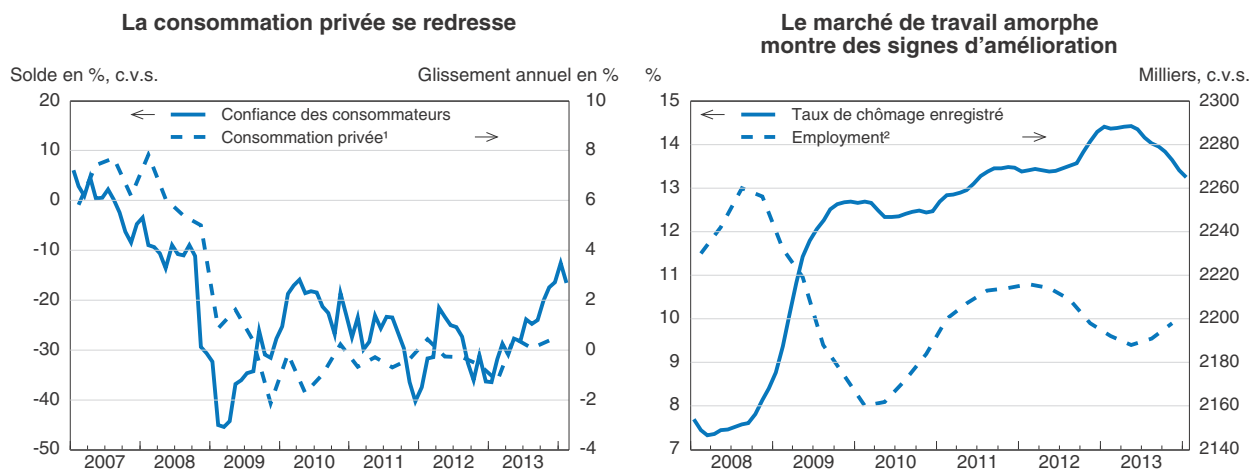
La croissance économique devrait se redresser en 2014 et 2015, avec l'essor des marchés d'exportation et le ralentissement de l'assainissement budgétaire. Pour la première fois depuis cinq ans, la consommation privée apportera une contribution positive à la croissance du PIB, grâce au raffermissement du marché du travail et à la progression accrue des salaires réels. L'investissement augmentera graduellement, porté par un climat plus favorable dans la zone euro, et contribuera à développer la base manufacturière orientée vers l'exportation. L'achèvement du réseau autoroutier élargira l'assise régionale des activités d'exportation.

Afin que l'assainissement budgétaire soit durable, les autorités doivent amoindrir le rôle des mesures budgétaires ponctuelles. La réforme en cours dans le secteur public ainsi que l'absorption des fonds de l'Union européenne, devraient être renforcées. Des politiques actives du marché du travail plus efficaces et des réformes du système éducatif devraient faire baisser le chômage de longue durée. Les réformes visant à accroître la productivité dans les services contribueront à améliorer la résilience de l'économie.

### La croissance se redresse

Le redressement économique a gagné en vigueur et s'est élargi grâce au raffermissement simultané des exportations, de l'investissement et de la consommation. Le faible taux d'inflation a soutenu la progression des revenus réels disponibles. De grands projets d'investissement ont été menés au dernier trimestre de 2013, réaffirmant l'engagement d'investisseurs importants en faveur de leurs activités existantes en République slovaque. Le climat économique s'améliore depuis le second semestre de 2013.

### République slovaque



1. En volume.

2. Concept domestique.

Source : Base de données des Principaux indicateurs économiques de l'OCDE ; Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 95 ; et Base de données des Comptes nationaux trimestriels de l'OCDE.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933054075>

République slovaque : **Demande, production et prix**


	2010	2011	2012	2013	2014	2015
	Prix courants milliards d' €	Pourcentages de variation, en volume (prix de 2005)				
<b>PIB aux prix du marché</b>	65.9	3.0	1.8	0.9	2.0	2.9
Consommation privée	38.5	-0.5	-0.2	-0.1	1.1	1.9
Consommation publique	12.7	-4.3	-1.1	1.4	1.3	-0.2
Formation brute de capital fixe	13.9	14.2	-10.5	-4.3	3.0	3.8
Demande intérieure finale	65.0	1.9	-2.8	-0.7	1.5	1.9
Variation des stocks <sup>1</sup>	1.0	-0.8	-1.4	-0.1	0.3	0.0
Demande intérieure totale	66.1	0.8	-4.2	-0.8	1.9	1.9
Exportations de biens et services	53.0	12.2	9.9	4.5	6.2	6.1
Importations de biens et services	53.1	9.7	3.3	2.9	5.7	5.4
Exportations nettes <sup>1</sup>	- 0.2	2.0	5.9	1.7	0.9	1.1
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	1.6	1.3	0.5	0.7	1.0
Prix à la consommation harmonisé (indice)	—	4.1	3.7	1.5	0.4	1.0
Déflateur de la consommation privée	—	3.8	3.4	1.3	0.5	1.0
Taux de chômage	—	13.6	13.9	14.2	13.9	13.2
Solde des administrations publiques <sup>2</sup>	—	-4.8	-4.5	-2.8	-2.7	-2.6
Dette brute des administrations publiques <sup>3</sup>	—	48.3	56.9	59.3	59.1	60.1
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht <sup>2</sup>	—	43.6	52.7	55.4	55.2	56.2
Balance des opérations courantes <sup>2</sup>	—	-3.7	2.2	2.1	1.6	2.2

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. En pourcentage du PIB.

3. En pourcentage du PIB, valeur du marché.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 95.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933055747>

### La croissance devrait reposer davantage sur la demande intérieure

Les exportations et l'investissement étranger vont s'accélérer, portés par le renforcement attendu de la demande mondiale en 2014 et 2015, en particulier dans la zone euro et dans les pays du groupe de Visegrad. La progression des salaires rattrapera peu à peu les gains de productivité, d'où une amélioration modeste seulement de la compétitivité-prix, mais de nature à alimenter la consommation. L'inflation devrait rester modérée en raison de la persistance de l'ample volant de ressources inutilisées.

### L'assainissement budgétaire se ralentira

En 2013, des revenus plus élevés et quelques réductions de dépenses a fait reculer le déficit budgétaire de 1.7 point de PIB. L'assainissement budgétaire devrait se poursuivre comme prévu, mais à un rythme plus lent. Même s'il serait souhaitable de laisser jouer les stabilisateurs automatiques, il faudrait pour cela que le parlement revienne sur le plafonnement de la dette inscrit dans la Constitution. A moyen terme, les autorités devraient s'assurer que le plafond d'endettement permet de ménager une marge de manoeuvre suffisante pour laisser agir les stabilisateurs automatiques sans déclencher l'application de la règle constitutionnelle. Un meilleur recouvrement de l'impôt, une consommation plus tonique et la hausse des revenus sont autant de facteurs de nature à élargir la base d'imposition. Cependant,

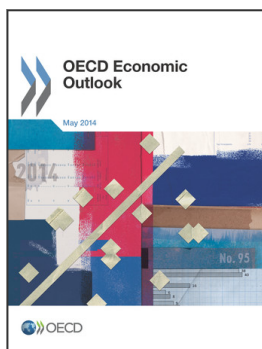
l'importance des mesures budgétaires ponctuelles (notamment les recettes de la vente par adjudication d'une bande de fréquence de télécommunications et les ventes d'actifs appartenant à l'État) suscite des inquiétudes quant à la viabilité de l'assainissement budgétaire. Le ratio dette / PIB devrait demeurer tout juste inférieur au plafond constitutionnel d'endettement, fixé à 57 % du PIB en 2014 et 2015, tout en tenant compte des mesures ponctuelles et les recettes de privatisation prévues.

**Des politiques structurelles  
sont nécessaires pour  
renforcer la croissance à  
moyen terme**

La croissance économique devrait progresser de 3 % en 2015, chiffre bien inférieur aux taux de croissance d'avant la crise. Pour lui donner un coup de fouet, les politiques d'activation du marché du travail, d'éducation et d'innovation doivent être renforcées. Dans le contexte de l'assainissement budgétaire engagé, une meilleure absorption des fonds de l'UE ouvrirait des possibilités d'accroissement de l'investissement public.

**Les risques sont  
principalement d'origine  
extérieure**

La reprise pourrait tarder si la croissance dans la zone euro, et en particulier en Allemagne, était inférieure aux attentes ou si les risques de déflation se concrétisaient. Elle pourrait aussi être entamée par les événements en Ukraine. La proportion particulièrement forte d'obligations de l'État slovaque détenues par le secteur bancaire constitue une menace pour l'expansion du crédit. En revanche, si les étapes vers une union bancaire, notamment vers un mécanisme de soutien budgétaire, dans la zone euro étaient franchies plus rapidement, les incertitudes diminueraient, ce qui contribuerait à stimuler le crédit et à le réorienter vers le secteur des entreprises, en particulier les entreprises en phase de démarrage..



Extrait de :  
**OECD Economic Outlook, Volume 2014 Issue 1**

Accéder à cette publication :  
[https://doi.org/10.1787/eco\\_outlook-v2014-1-en](https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2014-1-en)

**Merci de citer ce chapitre comme suit :**

OCDE (2014), « République slovaque », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2014 Issue 1*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: [https://doi.org/10.1787/eco\\_outlook-v2014-1-32-fr](https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2014-1-32-fr)

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à [rights@oecd.org](mailto:rights@oecd.org). Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) [info@copyright.com](mailto:info@copyright.com) ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) [contact@cfcopies.com](mailto:contact@cfcopies.com).